

47, QUAI DES GRANDS AUGUSTINS  
75006 PARIS (FRANCE)tél. (1) 633.42.47  
ccp. 1248.74.N ParisDU MARDI AU VENDREDI:  
9H-12H / 14H-18H30Hebdomadaire - n° 713 - 11 juin 1981 - 4,5 F  
(Conditions d'abonnement en dernière page)D 713 CHILI: LE RÉGIME VU PAR L'ÉPISCOPAT

En avril dernier, la presse chilienne publiait une interview donnée par le cardinal Silva, archevêque de Santiago, à l'agence italienne ANSA. La sévérité de ses propos sur le totalitarisme mis en oeuvre par des dirigeants s'affichant chrétiens, a provoqué des ripostes violentes de la part des milieux politiques chiliens au pouvoir.

Le 11 mars précédent, à l'occasion de l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution (cf. DIAL D 662), le cardinal Silva avait, sur décision personnelle, accepté de chanter un Te Deum. C'est alors que, le même jour, était arrêté Luis Navarro Vega, photographe au service du vicariat à la solidarité. Torturé, il était relâché le 15 mars suivant (on apprenait le 25 mai que ce journaliste travaillait depuis comme agent double au service de la Centrale nationale d'informations!...)

C'est cela, ainsi que la polémique autour des occupations d'églises (cf. DIAL D 704), qui explique "l'animosité" du cardinal envers le gouvernement du général Pinochet.

On lira ci-dessous:

- 1) les déclarations incriminées du cardinal Silva;
- 2) la solidarité de la conférence épiscopale;
- 3) le texte de la lettre de l'archevêque de Puerto-Montt critiquant les prises de position politiques de "certains ecclésiastiques".

Note DIAL

1- Interview du cardinal Silva (12 avril 1981)

"Aucun totalitarisme n'est un modèle de vie chrétienne. Pour le bien du peuple, pour le bien de la nation, il n'y a qu'une seule voie: celle du respect de tous les droits, celle de la justice sociale."

C'est ce qu'a affirmé le cardinal du Chili, Mgr Raúl Silva Henríquez, au cours d'une interview accordée à l'agence ANSA à Punta de Tralca, une petite agglomération localisée à 120 km de Santiago, où le cardinal passe ses fins de semaine quand il le peut.

"J'ai connu des régimes très différents, a rappelé Monsieur le Cardinal, comme on l'appelle affectueusement au Chili. Le gouvernement libéral de M. Jorge Alessandri, le gouvernement démocrate-chrétien de M. Eduardo Frei, celui de préparation à la dictature du prolétariat de M. Salvador Allende, et celui des militaires. Il est plus difficile de s'entendre avec les régimes totalitaires qu'avec des gouvernements démocratiques. Avec ces derniers, on peut être ou n'être pas d'accord, mais

c'est sans danger; on ne devient pas l'ennemi personnel du gouvernement parce qu'on n'est pas d'accord avec ce qu'il dit. Pour un chilien qui a passé toute son existence en démocratie, un régime totalitaire c'est plus difficile; nous devons cependant faire tous les sacrifices pour nous entendre."

Question - Pourquoi en est-on arrivé au Chili à un régime militaire?

Réponse - Personne ne pensait que le combat contre une dictature, celle du prolétariat, allait déboucher sur un régime dictatorial de signe totalement contraire. Le problème c'est qu'ici nous n'étions pas en démocratie de type anglo-saxon. Les relations entre les partis ont été très violentes; on a cherché à annihiler de toutes les manières celui qui arrivait au pouvoir. C'est ce qui a fait tomber l'image de marque des partis chez les militaires. Certains ont cherché à jeter de l'huile sur le feu. Finalement, les militaires ont pris le pouvoir en pensant qu'ils pourraient imposer un régime qui conduirait le Chili à son vrai développement. Il est évident que, pour eux, il est plus facile de commander que de dialoguer et de rechercher un consensus.

Il y a des régimes qui croient pouvoir gouverner un peuple sur la seule base de la violence. Il est difficile que la violence ne s'étende pas. L'injustice instituée, comme l'a qualifiée l'Eglise latino-américaine à Puebla, est la plus désastreuse. Mais l'Eglise continuera de lutter: nous ne perdrons pas la paix ni la tranquillité; nous n'interrompons pas notre effort pour que la société comprenne un jour que le vrai chemin de la paix est celui de l'évangile.

Q. - Il y a des gouvernants autoritaires qui affirment défendre les "valeurs occidentales et chrétiennes" par leur action gouvernementale...

R. - Non. Aucun totalitarisme ne peut être un modèle de vie chrétienne. Ils disent qu'ils sont chrétiens, mais nous ne pensons pas qu'ils le soient.

Q. - Le gouvernement militaire chilien a profondément changé la situation économique du pays.

R. - Pour nous, évêques, ce n'est pas une situation juste car on va vers la constitution de grands capitaux et c'est le peuple qui en paie le prix. Nous pensons qu'on ne peut sacrifier toute une génération pour parvenir à une libéralisation totale du secteur économique. Au Chili, les différences entre riches et pauvres vont en augmentant. Ce n'est pas là une solution au problème social.

Q. - L'Eglise a-t-elle eu une influence sur le régime militaire?

R. - Nous avons obtenu certaines choses. Surtout par pression des circonstances, non par conviction. Nous ne sommes pas parvenus à le convaincre qu'il est infiniment mieux d'avoir un régime de respect de tous les droits qu'un régime autoritaire. Nous n'y sommes pas parvenus. Nous constatons que la voie de la violence peut nous mener à un désastre. Nous le leur disons mais ils ne nous croient pas.

Q. - Pouvez-vous brosser un tableau de l'Eglise du Chili?

R. - C'est une Eglise très vivante, une Eglise évangélisatrice, une Eglise missionnaire. Elle a de multiples activités, parfois même divergentes. Le Vicariat à la solidarité est la traduction de notre amour des persécutés, des pauvres, de notre souci du respect des droits de tous les hommes. Nous avons aidé beaucoup de personnes, nous avons sauvé beaucoup de vies dans ce combat si violent qu'est la révolution, car les luttes fratricides sont les plus violentes.

Q. - Il y a des divergences?

R. - Bien sûr! Mais ce n'est pas sur des thèmes fondamentaux comme le choix prioritaire des pauvres, la liberté, le respect de l'homme. Notre divergence la plus importante entre évêques c'est probablement sur l'attitude face au communisme - cette sorte d'hérésie chrétienne - dont nombre de thèses peuvent être retenues par un chrétien, tandis que d'autres sont païennes, athées.

Certains évêques estiment efficace l'action des militaires chiliens contre le communisme, alors que, pour la majorité de l'épiscopat, c'est précisément ce régime et la structure sociale mise en place par lui qui sont en train de fabriquer ceux qui préparent l'avènement du communisme. On ne s'oppose au communisme que par la réalisation d'une justice sociale complète et totale.

Q. - Le pape suit-il de près les événements chiliens?

R. - Oui, le pape connaît le Chili. Il m'a souvent parlé et il me pose toujours des questions très claires sur ce qui se passe, et ses appréciations sont très proches des miennes. Le pape est vraiment notre porte-parole. Pour un évêque, c'est un soutien notable de savoir que le pape l'approuve et est d'accord avec ce qu'il fait.

Q. - Jean-Paul II sert de médiateur entre le Chili et l'Argentine à propos du différend sur le canal de Beagle...

R. - Je crois que l'Eglise du Chili et celle d'Argentine ont influé de façon déterminante pour obtenir cette médiation. Nous pensons qu'entre nos deux peuples il n'y a aucune difficulté, aucun problème. Mais que les gouvernements s'entendent, ça c'est autre chose, tout en l'espérant pour notre part.

Q. - L'Eglise et le peuple au Chili...

R. - Le peuple s'est rendu compte que l'Eglise est une institution qui le défend au prix de graves sacrifices, et c'est de là qu'est né un lien intime. Les vieux préjugés ont été oubliés. Mais nous souhaitons que cette situation se termine le plus vite possible, et que le peuple retrouve ses moyens d'expression pour se défendre lui-même en toute liberté.

Q. - Et l'avenir du Chili?

R. - (Le cardinal sourit:) "Je l'ignore. J'espère qu'il sera bon, mais j'ai peur qu'il soit mauvais. L'interview est terminée."

2- Déclaration de la présidence de l'épiscopat (23 avril 1981)

Certains commentaires apparus récemment dans la presse nous ont douloureusement surpris par leur ton vexatoire et leur manque de respect envers le cardinal-archevêque de Santiago.

Nous protestons contre cette attitude, que nous regrettons. Le mépris de l'autorité spirituelle ne peut que causer de graves dommages à la communauté nationale.

Quant à l'ingérence des évêques en matières contingentes, nous ne suivons d'autres normes que celles de la Sainte Eglise.

José Manuel Santos Ascarza  
président de la conférence épiscopale

Bernardo Piñera C.  
secrétaire général de la conf. épis.

3- Lettre ouverte de Mgr Vicuña à Mgr Tagle (1) (4 mai 1981)

Cher frère et ami,

Vos déclarations publiées dans la presse le 29 avril dernier ont allégé le climat de tension et de stupeur. Je vous félicite pour votre courage et votre amour de l'Eglise et du Chili. Je veux revenir sur certaines de vos affirmations et aborder d'autres thèmes qui touchent à notre Eglise.

Vous avez, à juste titre, dit que le gouvernement chilien n'est pas totalitaire. Ici, on n'empêche pas de sortir du pays celui qui désire librement voyager à l'étranger. En Russie ou à Cuba, personne ne peut aller où il veut. Ici, il y a la liberté d'ouvrir des écoles et collèges privés. Il y a des syndicats libres, non politisés, où sont abordés les problèmes du travail. Il y a la liberté de travail et de commerce. Il y a des publications (dont certaines de l'Eglise) qui critiquent ouvertement le gouvernement. Il y a la liberté totale de culte, qu'il soit catholique ou d'une autre confession. On ne peut confondre un gouvernement ayant autorité, pour le bien commun, et un Etat totalitaire.

Vous avez dit dans votre déclaration: "Nos gouvernants sont chrétiens, puisqu'ils font preuve de considération envers l'Eglise." Ce sentiment chrétien est en effet démontré de mille et une manières. On peut donner des cours de religion dans les écoles et collèges de l'Etat, avec des professeurs payés par l'Etat. L'Etat entretient également des aumôniers pour le service religieux dans les forces armées, dans les hôpitaux et dans les prisons. L'Etat accorde ponctuellement des subventions aux collèges privés, dont la majorité dépend de communautés religieuses.

Dans la Constitution récemment promulguée, on trouve d'innombrables points parfaitement chrétiens. Je rappellerai seulement l'un ou l'autre:

Art. 1: "Les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droit."  
"La famille est le noyau central de la société."

Art. 9: "Le terrorisme sous toutes ses formes est par essence contraire aux droits de l'homme."

---

(1) Le 29 avril, Mgr Tagle, archevêque de Valparaiso, prenait publiquement le contre-pied des affirmations du cardinal (NdT).

Art. 19: "La loi protège la vie de celui qui va naître."

Art. 19-6: "La liberté de conscience, l'expression de toutes les croyances et le libre exercice de tous les cultes." La Constitution détermine que les églises et les dépendances destinées au culte sont exonérées d'impôts. "La liberté d'enseignement inclut le droit d'ouvrir, d'organiser et de maintenir des établissements d'éducation."

Le gouvernement assiste officiellement à des cérémonies du culte catholique, mais aussi à des services protestants, comme le Te Deum à la cathédrale évangélique où les pasteurs et les fidèles font preuve de respect et d'amitié envers le chef de l'Etat.

Il est téméraire - pour ne pas employer un autre mot - de retirer à quelqu'un sa qualification de chrétien. Même s'il est un grand pécheur, le baptisé continue de porter le titre de chrétien car le baptême laisse une marque indélébile dans l'âme du baptisé.

Pour toutes ces raisons, Monseigneur, j'affirme que vous avez tenu des propos justes en disant que nos gouvernants sont chrétiens. Je suis parfaitement d'accord avec vous quand vous déclarez: "Les personnes qui exercent l'autorité, qu'elle soit religieuse ou temporelle, sont dignes de tout respect."

Cette affirmation évoque pour moi la mémoire vénérée du cardinal Caro, auquel vous avez été si lié et dont vous avez été l'évêque auxiliaire. Une des dernières phrases prononcées par le cardinal sur son lit d'agonisant a été: "Personne ne m'a mieux compris que Mgr Tagle". Vous avez pu mesurer le grand respect et la collaboration dont a fait preuve Mgr Caro envers les différents gouvernements. Avec M. Pedro Aguirre Cerda, il a entretenu des rapports bien au-delà du protocole: entre l'archevêque et le président il y a eu une amitié véritable. Quand le président a connu la maladie qui allait l'emporter, Mgr Caro a été en permanence à ses côtés. Avec le président Rios, il a eu également des rapports cordiaux; à des amis, Mgr Caro a parlé de lui en ses termes: "Qu'a donc cet homme pour que, chaque fois que je suis avec lui, je me sente gagné par l'émotion et le bonheur?" Quand le président Rios a été à l'agonie, c'est encore Mgr Caro qui l'a assisté. Quant au président González Videla, au cours d'une très cordiale visite rendue au cardinal, il a déclaré: "Eminence, demandez ce que vous voulez: je vous dois tant..." Avec prudence, le cardinal n'a cependant jamais mis à profit une offre si large et si généreuse. Quand le général Ibañez a assumé la présidence, le cardinal a prononcé dans la cathédrale un discours senti dans lequel il déclarait: "Je suis sûr, Excellence, que l'Eglise sera votre meilleure collaboratrice et qu'elle recherchera l'union avec les gouvernants légitimes, pour la plus grande liberté de ses enfants." Si le cardinal Caro a, par formation chrétienne, respecté l'autorité constituée dans la personne des précédents présidents nommés, il a fait preuve du même respect et de la même cordialité envers M. Jorge Alessandri; celui-ci a assisté, dans l'émotion, aux funérailles du vénéré cardinal primat, le premier chilien à avoir reçu la pourpre cardinalice.

Plus que mes paroles, ce qui fait autorité c'est l'article 526 du document de Puebla publié après la réunion des évêques d'Amérique latine et approuvé par le pape Jean Paul II. On y lit: "Les pasteurs, quant à eux, qui doivent avoir le souci de l'unité, se dégageront au contraire de toute idéologie politique de parti, propre à mettre en condition

"leurs critères et leurs comportements. Ils auront ainsi toute liberté "d'évangéliser le politique, comme le Christ, à partir d'un évangile dé-" "pouillé de tout esprit partisan et de toute idéologie. L'évangile n'au-" "rait pas eu un tel impact dans l'histoire si le Christ ne l'avait pas "proclamé comme message religieux (...). Il n'acceptait pas la position "de ceux qui mélangeaient les choses de Dieu avec des attitudes purement "politiques."

Vous rappelez, Monseigneur, qu'à Castelgandolfo le pape actuel nous a déclaré très clairement, à nous évêques, que nous n'étions techniciens ni en économie ni en politique, mais que notre mission était d'être des pasteurs.

Je me souviens du temps où vous parcouriez à cheval votre paroisse paysanne de La Florida, là où se dressent aujourd'hui d'immenses quartiers pour personnes modestes, expérience publiée dans votre livre "Pour nos paysans" afin de défendre les droits des travailleurs de la campagne. Pour ma part, j'ai servi durant vingt ans deux paroisses de Santiago, en organisant des écoles, des dispensaires, des maisons pour mamans abandonnées, des cantines pour enfants, des salles de jeux pour la jeunesse et des bourses du travail. Tout cela nous le faisons uniquement comme pasteurs sans y mêler la politique.

Il est triste de constater qu'en certaines occasions les églises ont été transformées en lieux de discorde et de malaise par suite de prédications notoirement politiques.

Vous et moi nous avons<sup>eu</sup> la chance d'être les élèves de ce recteur extraordinaire qu'a été, au séminaire de Santiago, Mgr Juan Subercasaux. Il nous a inculqué l'amour de la liturgie, l'esprit de recueillement et la dignité qui doivent présider aux cérémonies de l'église, en particulier à la Sainte Messe. Il y a de quoi soulever une véritable indignation que, dans telle église, on ait célébré ce que nous avons de plus sacré, la messe, au milieu des cris, des applaudissements bruyants, des mouchoirs agités et des consignes politiques. Mais ce qui est le plus grave, c'est que des personnes qui y assistent sur ordre des partis dans la clandestinité, osent recevoir la Sainte Communion sans avoir ni la foi ni les dispositions requises pour communier. Par suite d'aussi regrettables attitudes de la part de certains prêtres, des fidèles se sont vus dans l'obligation de quitter l'église, certains pour n'y plus revenir.

Cher frère et ami, c'est à l'occasion de votre déclaration que j'ai ouvert mon cœur. Tout ce que j'ai dit, c'est sans animosité personnelle envers quiconque; ce ne serait pas évangélique. Je l'ai dit parce que je le ressens très profondément. La seule chose que je recherche c'est le bien de l'Eglise et des âmes.

Avec mes pensées affectueuses.

Eladio Vicuña  
archevêque de Puerto Montt

-----  
(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----  
Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441